

ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

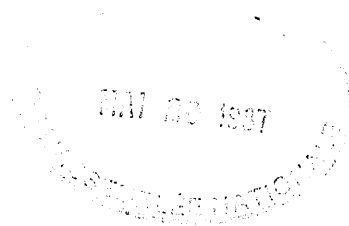
TRENTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 34

Loi modifiant le Code de procédure civile

Présentation

Présenté par
M. Herbert Marx
Ministre de la Justice



Éditeur officiel du Québec
1987

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi apporte diverses modifications au Code de procédure civile afin d'en assouplir l'application.

Il prévoit d'abord qu'une offre faite afin d'obtenir l'exécution d'une obligation pourra aussi s'effectuer en confiant la somme à un fidéicommissaire.

Il assouplit et précise la disposition permettant à un juge de la Cour supérieure de siéger comme juge ad hoc à la Cour d'appel.

Il précise dans quels cas un bref ordonnant la vente des biens saisis pourra être délivré.

Enfin, il prévoit que le cautionnement visé à l'article 65 du Code ne pourra plus être requis en matière familiale.

Projet de loi 34

Loi modifiant le Code de procédure civile

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. Le Code de procédure civile (L.R.Q., chapitre C-25) est modifié par l'insertion, après l'article 189, du suivant:

« **189.1** Dans le cas où l'offre d'une somme d'argent est faite afin d'obtenir l'exécution d'une obligation, la partie qui fait l'offre peut, au lieu de consigner cette somme au greffe du tribunal, confier celle-ci à une compagnie de fidéicommis enregistrée en vertu de la Loi sur les compagnies de fidéicommis (L.R.Q., chapitre C-41).

La compagnie de fidéicommis doit s'engager à remettre, le cas échéant, la somme à la partie adverse sur preuve de l'exécution de l'obligation. Elle doit de plus s'engager à placer la somme en dépôt d'argent au sens de la Loi sur l'assurance-dépôts (L.R.Q., chapitre A-26) et garanti en vertu de cette loi, à l'exclusion toutefois d'un dépôt à terme qui n'est pas remboursable en tout temps avant échéance.

Le récépissé délivré par la compagnie de fidéicommis et l'écrit constatant les engagements pris par celle-ci en vertu du deuxième alinéa sont versés au dossier du tribunal. ».

2. L'article 514 de ce code est remplacé par le suivant:

« **514.** Pour assurer la bonne expédition des affaires de la Cour d'appel, le juge en chef ou, en son absence, le plus ancien des juges puînés peut demander par écrit au juge en chef de la Cour supérieure

de lui désigner un ou plusieurs juges de cette cour pour siéger à la Cour d'appel comme juge *ad hoc*. Le juge *ad hoc* a tous les pouvoirs et exerce tous les devoirs d'un juge puiné de la Cour d'appel. ».

3. L'article 556 de ce code est modifié:

1° par la suppression, dans la troisième ligne, des mots « *de venditioni exponas* »;

2° par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

« Le protonotaire peut aussi décerner ce dernier bref lorsque la saisie a eu lieu avant que ne soit rendu le jugement à exécuter. ».

4. Ce code est modifié par l'insertion, après l'article 813.4, du suivant:

« **813.4.1** Le cautionnement visé à l'article 65 ne peut être requis du demandeur qui fait une demande régie par le présent titre. ».

5. L'article 813.6 de ce code est modifié:

1° par le remplacement, dans les deuxième et troisième lignes du premier alinéa, des mots « les demandes de cautionnement pour frais ou » par les mots « une demande »;

2° par le remplacement, dans la deuxième ligne du deuxième alinéa, des mots « ces demandes » par les mots « cette demande ».

6. Dans toute cause pendante le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*), la partie qui a consigné en vertu de l'article 189 du Code de procédure civile une somme d'argent afin d'obtenir l'exécution d'une obligation peut, avec la permission du tribunal et selon les modalités qu'il détermine, retirer cette somme pour la consigner à nouveau conformément à l'article 189.1 de ce code.

7. La présente loi entre en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*).